

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

Chaumont, le 7 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS

7 Rue Auguste Parisot
Parc d'Activité Plein Est - RD619
52000 Chaumont

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 février 2025 dans l'établissement LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS implanté 7 Rue Auguste Parisot Parc d'Activité Plein Est - RD619 - 52000 Chaumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incident dans l'atelier moteur du bâtiment de LISI de Chaumont survenu à 3h00 du matin le vendredi 31 janvier 2025 mobilise les services de secours, les forces de l'ordre et les gestionnaires des réseaux d'énergie. La panne de l'extraction des fumées d'une presse hydraulique provoque l'accumulation de fumées dans l'atelier et déclenche l'alarme incendie. L'inspection des installations classées découvre l'incident au travers d'un article de presse et programme une visite d'inspection objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS
- 7 rue Auguste Parisot Parc d'Activité Plein Est - RD619 52000 Chaumont
- Code AIOT : 0003014538
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS (LAFIS) est spécialiste à l'international des fixations et composants structuraux utilisés sur les fuselages d'avion et dans leurs moteurs. Le cœur de métier de la société est la déformation du métal, complétée par le traitement thermique, l'usinage. Le site de Chaumont a vocation à reprendre l'ensemble des activités du site actuel de Bologne d'ici 2030. Ces établissements sont spécialisés principalement dans la forge de pièces en métal (frappe à chaud). Les pièces élaborées sont développées en interne en étroite collaboration avec des motoristes et des équipementiers.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Titre 2 – Gestion de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4	Demande d'action corrective	15 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident réside dans la défectuosité de l'extraction des fumées d'une presse hydraulique équipée de rampe de flamme à gaz.

L'intervention des secours incendie vient de la méconnaissance du gardien de la présence des rampes à flamme sur la presse qu'il a identifiée comme un début d'incendie.

Néanmoins, l'incident montre une absence de surveillance de la presse avec les rampes allumées et des réactions inappropriées comme l'ouverture des portes de l'atelier qui aurait pu avoir des conséquences lors d'un véritable incendie.

Les services de secours incendie n'auront pas été mobilisés en vain, puisqu'il ventileront le bâtiment afin de le désenfumer.

L'exploitant déclare vouloir renforcer les actions de formation de son personnel sur les bonnes pratiques en cas d'incident ou d'accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Titre 2 – Gestion de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration des incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen et long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incident s'est déroulé à 3h00 du matin le vendredi 31 janvier 2025 pendant la pause de l'équipe de production. La panne de l'extracteur de fumées sur une presse hydraulique provoque l'accumulation de fumées dans l'atelier moteur. Le gardien de nuit alerté par l'alarme incendie pénètre dans l'atelier et identifie les flammes des rampes à gaz qui servent à chauffer les formes pour un début d'incendie. Il appelle les services de secours. Dans le même temps, l'équipe de production de retour à l'atelier constatant l'accumulation de la fumées dans l'atelier due à l'arrêt de l'extracteur coupe les sources d'énergie de la presse et tente d'évacuer les fumées en ouvrant les portes de l'atelier donnant sur l'extérieur ce qui engendre l'envahissement par les fumées d'un ateliers contigu déclenchant de nouveau l'alarme et l'évacuation des ateliers. Les pompiers et les responsables de l'établissement coupe les sources d'énergies extérieure ne constatent l'absence d'incendie mais l'accumulation de fumées. Les services de secours réalisent des mesures de monoxyde de carbone qui s'avèrent négatives et ventile l'ensemble des ateliers. Le personnel réintègre les ateliers à 4h20. L'inspections des installation classées découvre cet incident le 3 février 2025 dans un article paru le samedi 1 février dans la presse locale. L'astreinte DREAL Grand-Est n'a pas été informée de cet incident qui a mobilisé outre les pompiers, les forces de l'ordre et les gestionnaires des réseaux d'énergie ENEDIS et GRDF. L'inspection a rappelé à l'exploitant, de prévenir l'inspection des installations classées de la survenance de tout incident ou accident dans les meilleurs délais afin d'anticiper la mobilisation des moyens de l'inspection en cas d'aggravation de l'évènement. L'exploitant tire de ce retour d'expérience la nécessité de former les personnels sur la connaissance des outils de l'établissement afin de ne pas prendre les rampes de flammes pour un départ d'incendie et d'acquérir les bonnes attitudes en cas notamment d'incendie en n'ouvrant pas les portes des ateliers qui aurait pu alimenter un vrai feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étant donné que l'extraction laisse s'échapper des fumées résiduelles de part la méthode de production, cet atelier ne dispose pas de détecteur de fumées qui déclencherait l'alarme incendie intempestivement.

Selon l'exploitant, d'autres systèmes de détection sont mis en œuvre dans l'atelier comme une détection de point chaud.

Néanmoins, l'inspection des installations classées demande que comme pour le site de Bologne, les rampes ne soient pas laissées sans surveillance dès lors qu'elles sont allumées.

L'inspection des installations classées demande également conformément au présent article un rapport d'incident montrant la source de la défaillance du système de ventilation et les mesures prises pour l'enrayer ainsi que le dernier rapport d'entretien et de contrôle du système.

L'exploitant indiquera les actions notamment de formation et les documents mis à la disposition des personnels (fiches reflex, procédures, etc.)

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours